

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1090^e
SÉANCE**

Mardi 6 décembre 1966,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 37 de l'ordre du jour:

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite) 431

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (suite*) [A/6303/Add.1, chap. I; A/6315, A/6501, A/C.2/L.909/Rev.1, A/C.2/L.911, A/C.2/L.923 et Corr.1, A/C.2/L.924 et Corr.1, A/C.2/L.925 et Corr.1]

1. M. CHADHA (Inde) indique qu'à la suite de discussions officieuses les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.907 se sont mis d'accord pour remplacer celui-ci par quatre nouveaux projets de résolution. La projet de résolution sur la mise en œuvre des recommandations adoptées à la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) est toujours en discussion, mais ceux qui visent la deuxième session de la Conférence (A/C.2/L.923), l'assistance technique dans le domaine commercial et dans les domaines connexes (A/C.2/L.924) et la réforme monétaire internationale (A/C.2/L.925) sont actuellement devant la Commission.

2. M. Chadha présente le projet de résolution A/C.2/L.923 et indique en quoi il diffère de la première rédaction (A/C.2/L.907, partie B). Dans le premier considérant, les mots "les moyens d'appliquer les recommandations" ont été remplacés par les mots "les nouvelles mesures à prendre en vue d'appliquer les recommandations", afin d'aligner la rédaction sur celle du point correspondant de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence. Dans le deuxième considérant, les mots "et se soucier d'aboutir à" ont été remplacés par les mots "afin d'aboutir à", comme l'a proposé la délégation mexicaine. Dans le même considérant, on a précisé la nature des négociations; une modification semblable a été introduite dans le paragraphe 2 du dispositif. En vue d'un accord plus large, la référence précise faite aux pays développés dans le dernier considérant a été supprimée.

3. Les dates proposées pour la Conférence par la délégation argentine ont été introduites dans le para-

graphe 1 du dispositif, et les mots "pour sept semaines" supprimés; en conséquence l'Argentine s'est jointe aux auteurs du projet de résolution. Au paragraphe 4 du dispositif, on a supprimé la mention des échanges de vues entre membres des commissions économiques régionales et entre commissions, pour ne pas laisser entendre qu'on envisageait des réunions communes, plutôt que des échanges de vues entre secrétariats. Au paragraphe 5 du dispositif, le mot "autres" a été supprimé, les organismes mentionnés dans ce paragraphe n'ayant pas tous le plein statut international.

4. Les auteurs espèrent que la Commission adoptera le projet de résolution à l'unanimité.

5. M. OLUMIDE (Nigéria), présentant le projet de résolution A/C.2/L.924, déclare que l'octroi d'une assistance technique dans le domaine commercial et les domaines connexes par les Nations Unies aiderait considérablement l'UNCTAD dans ses efforts. L'objectif du projet de résolution est de mettre l'UNCTAD en mesure d'appuyer pleinement et positivement les activités d'assistance technique dans le domaine du commerce ainsi que dans les domaines de la promotion des exportations, des transports maritimes, des assurances et du tourisme, sans faire double emploi avec le mécanisme existant ni engager des dépenses supplémentaires. Etant donné que l'ONU, à laquelle l'UNCTAD est rattachée, est une organisation participante du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), si le Secrétaire général de l'UNCTAD devenait, comme il est proposé, un membre de plein droit du Bureau consultatif interorganisations du PNUD, l'UNCTAD pourrait utiliser pleinement les divers services opérationnels et administratifs du PNUD sans devenir elle-même une organisation participante. Le projet de résolution tend donc à modifier en ce sens le paragraphe 6 de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale.

6. La délégation nigérienne espère que le projet de résolution, qui ne prête pas à controverse, sera adopté à l'unanimité.

7. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'on aurait dû mentionner la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale dans le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution.

8. M. OLUMIDE (Nigéria) dit que le paragraphe en question devrait en fait être rédigé comme suit:

"Décide de modifier le paragraphe 6 du dispositif de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1965, de manière que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement soit compris parmi les membres du Bureau consultatif

*Reprise des débats de la 1087^{ème} séance.

interorganisations du Programme des Nations Unies pour le développement".

9. M. HAMEED (Ceylan) souligne que le projet de résolution A/C.2/L.925 reprend les principes relatifs à la réforme monétaire internationale énoncés dans la partie C du projet de résolution A/C.2/L.907. Dans une déclaration antérieure (1079^{ème} séance), la délégation ceylanaise a mentionné les problèmes très graves de liquidités qui se posent aux pays en voie de développement, dont beaucoup ont réduit leurs importations et leurs paiements en devises. On peut s'attendre que le besoin déjà urgent qu'ont ces pays de réserves additionnelles s'accroisse au fur et à mesure de la croissance économique et de l'augmentation des échanges; il est donc essentiel que des décisions vitales touchant de près les pays en voie de développement soient prises sur la base d'une participation internationale aussi large que possible. Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution reconnaît cette nécessité d'une large représentation dans toutes les discussions et décisions ayant pour but une réforme monétaire internationale, mais n'indique pas de manière précise la forme exacte que doivent prendre les consultations. Le Fonds monétaire international pourrait inviter aux discussions soit le groupe des pays en voie de développement qui ont présenté un mémorandum sur les liquidités internationales^{1/}, soit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les membres du Groupe d'experts chargé d'étudier les questions monétaires internationales. Tous les groupes consultés par les auteurs du projet de résolution ont reconnu que le système d'information préconisé au paragraphe 2 du dispositif est essentiel pour la solution des problèmes posés par les liquidités internationales.

10. M. LAMPREIA (Brésil), présentant le projet de résolution A/C.2/L.909/Rev.1, dit que la modification apportée au paragraphe 1 du dispositif a pour objet d'éviter de donner l'impression que l'on considère que la Conférence des Nations Unies sur le cacao, en 1966, s'est soldée par un échec complet. La portée de l'appel formulé au paragraphe 4 du dispositif a été élargie et il s'adresse maintenant aux pays producteurs comme aux pays consommateurs; les alinéas qui suivaient le paragraphe 5 du dispositif ont été supprimés, pour répondre à l'objection selon laquelle l'Assemblée générale n'a pas à prescrire les méthodes précises permettant d'aboutir à un accord sur le cacao.

11. La délégation brésilienne espère que le projet de résolution révisé, qui est le fait d'un compromis, bénéficiera de l'appui unanime de la Commission.

12. M. GALLARDO MORENO (Mexique) exprime la satisfaction de sa délégation à l'égard de la décision prise par les auteurs de traiter des questions qui faisaient l'objet du projet de résolution initial dans des projets de résolution distincts. Il remercie les auteurs d'avoir retenu les suggestions de sa délégation dans le projet de résolution A/C.2/L.923; il votera pour ce texte ainsi que pour le projet de résolution A/C.2/L.909/Rev.1.

^{1/} Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, troisième session, Supplément No 14, annexe I.

13. Le troisième considérant du projet de résolution A/C.2/L.925 n'ajoute pas grand-chose aux directives contenues dans le paragraphe 1 du dispositif en ce qui concerne la participation des pays en voie de développement aux décisions relatives à la réforme monétaire internationale, et devrait être supprimé.

14. M. NEDIVI (Israël) constate que le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.925 répond à la plupart des questions que sa délégation avait à l'esprit en présentant l'amendement A/C.2/L.911; elle retire donc ledit amendement. M. Nedivi appuie les observations faites par le représentant du Mexique au sujet du troisième considérant. Dans l'état actuel du texte, on pourrait penser que le dispositif se réfère uniquement aux initiatives officielles et peu satisfaisantes mentionnées dans cet alinéa. M. Nedivi propose de modifier le texte de telle façon qu'il se réfère expressément à la participation officielle de certains pays en voie de développement aux réunions en question.

15. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuie la suggestion du représentant du Mexique. Le texte du projet de résolution A/C.2/L.925 sera plus clair et plus réaliste si l'on supprime le troisième considérant.

16. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) informe la Commission que l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.923 aurait les incidences financières suivantes. Etant donné qu'en vertu du paragraphe 1 du dispositif la deuxième session de la Conférence se tiendrait à New Delhi en février et mars 1968, le crédit de 1 833 000 dollars initialement prévu dans le projet de budget pour 1967 pour faire face aux travaux préparatoires de la session serait ramené à 295 500 dollars, somme qui couvrirait les frais relatifs à certains documents de base et d'autres dépenses.

17. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) propose de suspendre brièvement la séance afin de permettre aux délégations de procéder à des consultations au sujet des projets de résolution qui viennent d'être présentés.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 11 h 40; elle est reprise à 12 h 10.

18. M. Donald MACDONALD (Canada) dit que sa délégation est prête à appuyer les quatre projets de résolution. Elle attache une importance toute spéciale aux appels contenus aux paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.923, demandant aux gouvernements et aux organisations participantes d'accorder une attention particulière aux travaux préparatoires de la deuxième session. Il y a lieu d'espérer que ces travaux préparatoires aboutiront à des recommandations précises sur l'ordre de priorité à adopter et permettront ainsi de réduire à des proportions raisonnables la liste provisoire des questions à discuter.

19. L'un des succès de l'UNCTAD a été d'amener la communauté des nations à reconnaître l'importance du commerce international comme facteur indispensable à toute stratégie mondiale de développement. Comme le Ministre des finances du Canada l'a ré-

cemment souligné, les premiers impératifs de toute politique d'expansion du commerce international sont la conclusion d'accords rationnels sur les produits de base, la suppression des droits de douane sur les produits tropicaux, moyennant des dispositions compensatoires adéquates en faveur des pays producteurs qui bénéficient actuellement de préférences, et la mise au point d'un système financier international capable de soutenir un volume accru des échanges et de résoudre les problèmes des balances des paiements. L'objectif de la deuxième session devrait être de jeter les bases d'un système où les actions des donneurs et des bénéficiaires se conditionnent mutuellement et il serait donc profitable que la session se consacre à l'étude d'un nombre restreint de questions du genre de celles qu'il a mentionnées.

20. M. CHADHA (Inde) annonce que, conformément aux suggestions faites par un certain nombre de délégations, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.923 ont décidé d'ajouter au préambule le cinquième considérant suivant:

"Notant avec satisfaction la proposition de tenir une réunion ministérielle des pays en voie de développement pour préparer la deuxième session de la Conférence et la recommandation de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine réunie à Addis-Abéba du 5 au 9 novembre 1966 tendant à convoquer cette réunion à Alger".

21. Les auteurs du projet se rendent compte que l'adoption du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution obligera sans doute le Conseil du commerce et du développement à remanier le calendrier de ses réunions pour 1967 et peut-être à se réunir à cette fin en session extraordinaire. En conséquence, ils proposent que la Commission adopte la décision suivante, qu'elle consignerait dans son rapport:

"La Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter le Conseil du commerce et du développement à tenir une session extraordinaire d'une journée à New York, le plus tôt possible, afin de réexaminer le calendrier des réunions de l'UNCTAD pour 1967 qu'il a adopté à sa quatrième session, compte tenu de la décision de différer la deuxième session de la Conférence."

22. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) dit que sa délégation espère que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.923 préciseront si la réunion proposée des pays en voie de développement à Alger comprendra tous les pays en voie de développement ou seulement ceux qui sont membres du groupe des Soixante-Dix-Sept. Tout en coopérant étroitement avec ce groupe dans tous les domaines d'intérêt commun, Cuba n'en fait pas partie; aussi la délégation cubaine est-elle préoccupée par le fait que l'Assemblée générale serait éventuellement amenée à approuver les dispositions relatives à une réunion à laquelle un pays en voie de développement ne peut participer.

23. M. MARTIN WITKOWSKI (France), invoquant l'article 121 du règlement intérieur, propose de re-

porter le vote sur le projet de résolution A/C.2/L.925. Le texte s'éloigne sur certains points de celui dont on était convenu officieusement et il se peut qu'après de nouvelles consultations l'on parvienne à établir un document acceptable pour tous.

24. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le projet de résolution sur la réforme monétaire internationale (A/C.2/L.925) est extrêmement complexe et demande une étude plus approfondie. Il espère donc que ce projet ne sera pas mis aux voix avant deux ou trois jours.

25. Le PRESIDENT dit que la Commission semble être prête à procéder au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.909/Rev.1, mais qu'il accordera un délai raisonnable avant de mettre les autres textes aux voix.

26. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il sera très difficile à sa délégation d'accepter l'alinéa supplémentaire que le représentant de l'Inde propose d'ajouter au préambule du projet de résolution A/C.2/L.923. Ce serait un fâcheux précédent que l'Assemblée générale prenne note avec satisfaction de réunions privées tenues par divers groupes de pays. Il espère donc que les auteurs ne maintiendront pas leur proposition.

27. M. CHADHA (Inde) annonce que, comme certains des auteurs ne sont pas non plus très satisfaits de cet alinéa supplémentaire, il retire ce texte.

28. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit que, si l'Inde a retiré l'alinéa en question, sa délégation tient à le maintenir. Il n'est pas convaincu par les arguments avancés par le représentant des Etats-Unis et ne voit absolument aucune objection à l'insertion de cet alinéa. D'autres résolutions font mention de groupes d'Etats, notamment la résolution 1995 (XIX) par laquelle l'Assemblée générale a créé l'UNCTAD.

29. La délégation tanzanienne estime, elle aussi, que l'Assemblée devrait demander au Conseil du commerce et du développement de tenir une session extraordinaire afin de réviser le calendrier des réunions de l'UNCTAD pour 1967.

30. De l'avis de la délégation tanzanienne, il n'y a aucune objection constitutionnelle à ce que Cuba participe à la réunion d'Alger.

31. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) remercie le représentant de la République-Unie de Tanzanie de son attitude compréhensive. Il rappelle cependant que, lors de la première session de l'UNCTAD, Cuba n'a pas été autorisée à participer aux réunions des 77 pays en voie de développement, alors que, de toute évidence, elle appartient à cette catégorie. Il serait donc tout à fait regrettable que l'Assemblée générale prenne note avec satisfaction d'une réunion de pays en voie de développement d'où Cuba serait exclue.

La séance est levée à 12 h 55.

